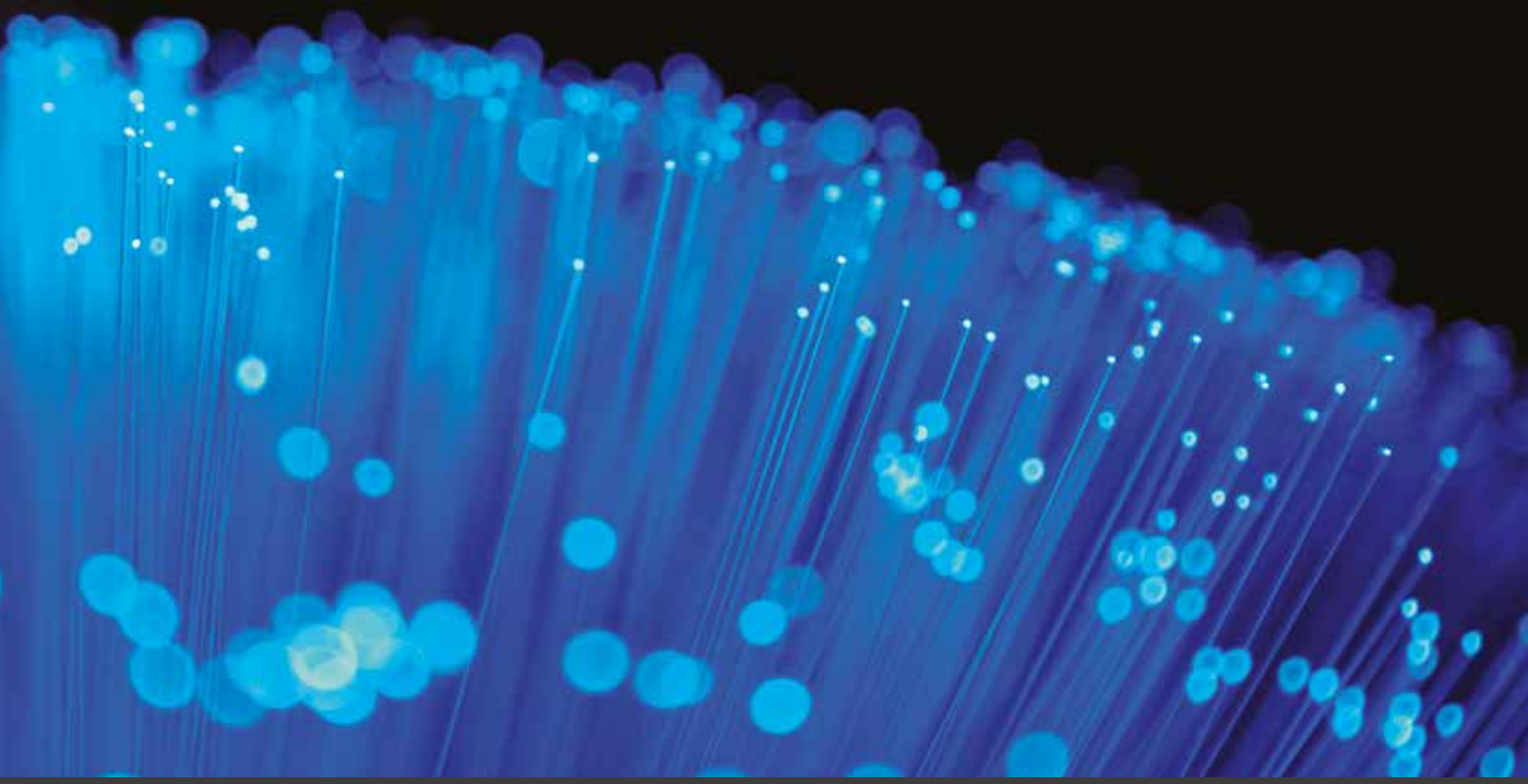
Septembre 2015 - N° 41

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

Télécoms : le Cameroun parie sur la fibre optique



Dangote annonce la construction d'une 2ème cimenterie dans le pays

Platinum Power veut construire une centrale de 400 MW à Makay

INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Toute première fois

Deux visites très attendues ont eu lieu au mois de juillet en terre Camerounaise. La première, celle de François Hollande, président de la République française, et la seconde, celle de Muhammadu Buhari, président de la République du Nigeria. Point commun de ces visites : il s'agissait d'une première fois.

Pour la première, cela faisait 14 ans qu'un chef d'état Français n'avait pas foulé le sol camerounais, depuis Jacques Chirac en janvier 2001. Durant ce court séjour, des signes symboliques ont été envoyés : une arrivée ensemble, dans le même véhicule, au Palais d'Etoudi, ainsi qu'une conférence de presse commune afin de dissiper tout malentendu concernant les rapports entre Etoudi et l'Elysée, mais aussi d'atténuer un sentiment anti-français grandissant. Les présidents Camerounais et Français ont tenu à montrer l'amitié qui lie les deux pays. Quant à François Hollande, il a marqué sa solidarité et son soutien au président Paul Biya dans sa lutte acharnée contre Boko Haram. Mais pas uniquement. C'est ainsi que quatre conventions dédiées au financement des projets de développement, d'un montant d'environ 76 milliards FCFA, ont été signées. Pour le Président français, il était également important que les sociétés françaises puissent rester dans la course au Cameroun, gagner des parts de marché, et surtout ne plus en perdre.

Pour la seconde, la visite de travail et d'amitié du président de la République nigériane a permis de consolider la dynamique de mutualisation des forces et de se rassurer dans la lutte contre Boko Haram, ce que le Président Paul Biya a tenu à souligner lors du toast offert à l'occasion du diner d'Etat : « *Je salue donc à leur juste valeur vos initiatives sur le sujet.* » Il était également question de renforcer et de créer de nouveaux axes de coopération, de raffermir les échanges entre les acteurs économiques et enfin de booster la coopération bilatérale entre les deux pays. Ainsi, la visite de Muhammadu Bouhari est la 6ème du genre d'un chef d'État nigérian au Cameroun tant le Cameroun et le Nigeria entretiennent des relations économiques, géographiques et historiques. C'est ainsi que les deux pays ont mis en place une instance diplomatique statutaire, sous la désignation de Grande commission mixte de coopération. Son objectif étant d'optimiser la coordination des relations dans des domaines aussi variés que la sécurité, l'économie, le commerce, les affaires consulaires, la justice, la recherche scientifique et la culture. La 7ème session de cette commission est prévue à cet effet en 2016 à Abuja, et nul doute que les problèmes sécuritaires liés à la secte Boko Haram seront au menu des discussions. L'ascension de Muhammadu Buhari à la magistrature suprême et sa visite au Cameroun sont sans doute des facteurs d'accélération de cette coopération sécuritaire et économique.

Au-delà de l'aspect diplomatique, le Cameroun continue sa mue, et le secteur des télécommunications en perpétuelle croissance jouera certainement un rôle important dans la croissance économique, avec ses 6 000 km de fibre optique posés et l'essor des technologies de l'information et de la communication. Que dire des promesses tenues du Président de la République, Paul Biya, avec l'ouverture de la banque des PME, faisant suite à l'annonce faite le 17 janvier 2011 lors du comice agropastoral d'Ebolowa. Cette banque viendra une fois de plus soutenir de manière significative les PME locales. Ainsi, les voies vers l'émergence du Cameroun continuent inéluctablement à se construire.

AU SOMMAIRE

08 • Paul Biya : « *Ne dure pas au pouvoir qui veut, mais dure qui peut* »

10 • Cameroun-Nigéria : les Présidents Biya et Buhari en synergie dans la lutte contre Boko Haram

12 • Fibre optique : le Cameroun tient le bon bout

13 • Connexion : deux câbles sous-marins opérationnels, trois autres en ligne de mire

15 • Plus de 210 Km de boucles à fibre optique en construction dans le pays

16 • L'expérience camerounaise fait des émules au Tchad et au Burkina-Faso

17 • Camtel accroît les capacités de MTN Cameroon sur la fibre optique

17 • Des procédures d'exploitation des câbles sous-marins en gestation

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU, Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO, Brice R. MBODIAM.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI, Corrections : Xavier MICHEL

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

GESTION PUBLIQUE P 18 20

AGRO P 21 22

FINANCE P 23 25

TELECOMS P 26 27

ENERGIE P 28 30

INDUSTRIE P 31 32

MINES P 33

CASTING

THÉOPHILE GÉRARD MOULONG

La page Protais Ayangma à la tête de Saham assurances Cameroun est définitivement tournée. Après plus de 30 ans de gestion, le fondateur de La Citoyenne assurances, compagnie à 100% à capitaux camerounais, passée tour à tour dans l'escarcelle du groupe Colina, puis de Saham assurances, a officiellement passé le témoin à Théophile Gérard Moulong, un de ses poulains dans le domaine de l'assurance.

En effet, le nouveau DG de Saham assurances au Cameroun est arrivé en 1986 au sein de la compagnie fondée par Protais Ayangma. Il y a successivement été directeur commercial et directeur technique. Ensuite, il a occupé les postes de DG de Colina Ré, DG de Colina Bénin et DG de Colina Guinée équatoriale, avant d'être propulsé au poste de directeur de la réassurance du groupe Saham à Casablanca, au Maroc.

LUC MAGLOIRE MBARGA ATANGANA

Centre de développement des planteurs. C'est ainsi qu'a été baptisée la structure que vient d'inaugurer le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, dans la localité d'Emana, située dans le département de la Lékié, qui est le plus important bassin de production du cacao au Cameroun.

En plus de former les producteurs aux meilleures techniques culturales visant à booster la production cacaoyère, le Centre de développement des planteurs d'Emana dispensera surtout des formations sur 10 mois dans le domaine de la certification du cacao. La mise en place de cette structure est le fruit d'un partenariat entre l'Etat du Cameroun et Agroproduce Management Services (AMS), un organisme qui œuvre à la certification du cacao aux côtés du négociant Theobroma.

ANDRÉ SOHAING

Opérateur économique et homme politique réputé au Cameroun, André Sohaing, âgé de plus de 80 ans, est décédé dans la nuit du 22 au 23 juillet 2015 à Bayangam, ville de la région de l'Ouest du Cameroun, dont il était par ailleurs le maire depuis 1997. Inconditionnel du RDPC, le parti au pouvoir au Cameroun, ce milliardaire est plus connu pour avoir construit l'hôtel Akwa Palace, un quatre étoiles situé au cœur de la capitale économique camerounaise, et qui a pendant quelques années fonctionné sous l'enseigne Pullman.
Auteur de plusieurs investissements dans le secteur de l'immobilier principalement, André Sohaing quitte brutalement la scène sans avoir pu inaugurer la mairie de Bayangam construite par ses soins. En 2011, il avait déjà perdu l'un de ses fils, tombé du 12ème étage de l'hôtel Akwa Palace à Douala.

ELISABETH HUYBENS

Depuis le 1er juillet 2015, a-t-on appris de sources officielles à la banque mondiale, Elisabeth Huybens a été nommée au poste de directrice des opérations de cette institution de Bretton Woods pour le Cameroun, l'Angola, la Guinée équatoriale, le Gabon et Sao Tome et Principe. Ingénieure agronome de nationalité belge, elle remplace Gregor Blinkert, arrivé en fin de mandat.
Avant cette nomination, Elisabeth Huybens occupait depuis 2012 le poste de chef de la division « développement social, urbain et rural » pour les régions de l'Europe et de l'Asie centrale au siège de la Banque mondiale à Washington DC. Ancienne économiste-pays pour le Gabon, puis pour le Tchad, cette titulaire d'un doctorat en économie a été Représentante résidente de la BM au Timor-Leste de 2002 à 2006.

THÉODORE LEJUSTE ABOBDA

Imaginez un cœur humain artificiel qui pèserait autant que l'organe biologique chez l'adulte : tout juste 280 grammes pour un sujet féminin et 300 grammes pour un sujet masculin. Et même que ce cœur artificiel s'adapterait aux émotions humaines. Il battrait plus vite quand on a peur ou lorsqu'on fait le sport. Pendant le sommeil, le rythme cardiaque deviendrait lent et régulier.
Voilà en gros l'organe artificiel qu'un jeune chercheur camerounais entend mettre au point. Le sujet a fait l'objet de la thèse de doctorat en physique que Théodore Lejuste Abobda, 29 ans, a soutenue le 24 avril 2015 à l'université de Yaoundé I. La mention en dit long sur l'intérêt de sa recherche : très honorable avec les félicitations du jury. Un jury dont les membres, d'éminents physiciens camerounais, ont certainement leurs mots à dire en ces temps de mondialisation des savoirs.

PATRICE AMBA SALLA

Au Cameroun, les prix des produits agricoles ne cessent de grimper au fil des ans. À l'origine de cette situation, s'accordent les commerçants, les difficultés d'approvisionnement des grandes métropoles, à cause du mauvais état des routes desservant les bassins de production. Cette impraticabilité des routes est d'autant plus préoccupante qu'un député vient d'interroger le ministre des Travaux publics sur les raisons de cette situation quasi-permanente.
À ce sujet, le Ministre Amba Salla a révélé que le problème réside davantage dans la « *sous-budgétisation de la prise en main de ce réseau sur lequel transitent tous nos produits venant des bassins de production… L'enveloppe budgétaire allouée à l'entretien des routes rurales et des pistes de collecte s'élève à environ 10 milliards de francs Cfa, pour un réseau dont l'inventaire des routes qui le constituent révèle un linéaire de plus de 100 000 km.* »

Paul Biya : « *Ne dure pas au pouvoir qui veut, mais dure qui peut* »

Économie de la conférence de presse donnée par les chefs d'Etats français et camerounais le 3 juillet 2015, à l'occasion de la visite éclair de François Hollande à Yaoundé.

C'est sans doute le principal temps fort qui aura marqué la conférence de presse qu'ont donné les présidents français et camerounais dans la soirée du 3 juillet 2015 à l'occasion de la brève visite officielle de François Hollande au Cameroun, après son séjour en Angola et au Bénin. Paul Biya a été interrogé par un journaliste de France 2 sur sa longévité au pouvoir.
« *Vous êtes au pouvoir depuis 1982. Ce qui fait que vous êtes l'un des plus vieux présidents de la planète. Vous avez été élu plusieurs fois, vous avez fait plusieurs septennats. Effectivement, la constitution camerounaise ne limite pas le nombre de mandat. Il y aura une prochaine élection dans trois ans. Je voudrais savoir déjà dans quel état d'esprit vous êtes, est-ce que vous imaginez qu'un nouveau mandat serait le bienvenu ou est-ce que vous comptez plutôt passer la main et considérer qu'une retraite serait plutôt bien méritée ? Dans quel état d'esprit vous êtes aujourd'hui ?* », questionne le journaliste français Gérard Grizbec.
Le président camerounais, serein, jette d'abord un coup d'œil vers son voisin Hollande, tend la main vers le journaliste qui l'a interrogé et le remercie pour sa question. Sa réponse va déchirer le silence de la salle et faire sourire bon nombre de journalistes camerounais. « *Je commencerai par dire que ne dure pas au pouvoir qui veut, mais dure qui peut* », lance Paul Biya, un brin souriant, sous le regard médusé d'un François Hollande qui, bientôt, affrontera probablement des candidats comme Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé, Marine le Pen, et bien d'autres, pour défendre le bilan de son premier quinquennat à l'occasion de la présidentielle de 2017.

« *LES ÉLECTIONS DE 2018 SONT CERTAINES, MAIS ENCORE LOINTAINES…* »

Le sourire de Paul Biya qui accompagne cette déclaration entraîne une vague de sourires et de murmures dans la salle, notamment auprès de ses proches collaborateurs assis en première ligne dans la grande salle de presse du palais d'Etoudi à Yaoundé. Leur visage qui se crispait peu à peu au fil de la question du journaliste français se décrispe et ils peuvent dès lors écouter avec attention et intérêt la suite de la réponse présidentielle.

« *Je ferais une deuxième observation. C'est que je ne suis pas à la tête de l'Etat par la force. Je n'ai pas acquis le pouvoir de manière dictatoriale. J'ai toujours été élu par le peuple. Et en ce moment, je suis en train de terminer un mandat qui m'a été donné par le peuple. Et d'ailleurs, il y avait d'autres candidats à ces élections. Je les ai gagnées* », explique-t-il avec toute la gestuelle qu'on lui connaît.

C'est par une autre formule qu'il termine sa réponse : « *(…) Les élections camerounaises de 2018 sont certaines, mais encore lointaines. Nous avons le temps de réfléchir, conclue-t-il, et le moment venu, les Camerounais, les amis français et tout le monde, sauront si je suis candidat ou si je prends ma retraite.* »

Le président français s'est montré réceptif à l'ouverture des archives concernant la répression française au Cameroun après l'indépendance.

Lors de cette conférence de presse, le président français s'est montré réceptif à l'ouverture des archives françaises concernant la période de la répression française au Cameroun après l'indépendance. « *C'est vrai qu'il y a eu des épisodes extrêmement tourmentés et même tragiques. Puisqu'après l'indépendance, il y a eu des répressions dans la Sanaga-maritime et au pays Bamiliké. Et comme je l'ai fait partout, nous sommes ouverts pour que les livres d'histoire puissent être ouverts et les archives aussi* », a déclaré Hollande.

Beaugas-Orain Djoyum

76 MILLIARDS FCFA DE FINANCEMENTS SIGNÉS

Quatre conventions de financement d'un montant total de 76 milliards de francs Cfa ont été signées entre l'Etat camerounais et l'Agence française de développement (AFD), à l'occasion de la visite du chef de l'Etat français au Cameroun. Il s'agit, premièrement, d'une convention d'un montant de 42,6 milliards de francs Cfa (65 millions d'euros) pour le financement du projet « Capitales régionales » destiné à développer trois capitales régionales du pays, à savoir Bafoussam (région de l'Ouest), Bertoua (région de l'Est) et Garoua (région du Nord).

La seconde convention est relative au financement des aménagements complémentaires du 2ème pont sur le Wouri (dont la construction est déjà financée à hauteur de 87 milliards de francs Cfa par l'AFD), pour un montant total de 29,5 milliards de francs Cfa, soit 45 millions d'euros. Ce projet, précise l'Ambassade de France à Yaoundé, porte sur « *la construction d'un nouvel accès à la zone industrialo-portuaire du Port autonome de Douala et d'une bretelle vers l'ancien pont, et sur divers importants aménagements visant à fluidifier la circulation.* »

La 3ème convention signée à l'occasion de la visite de François Hollande au Cameroun porte sur l'affectation des fonds issus du 2ème C2D (Contrat désendettement développement), au programme d'appui aux PME agricoles et agro-alimentaires, pour un montant total de 3,2 milliards de francs Cfa, soit l'équivalent de 5 millions d'euros.

Enfin, la quatrième convention est une subvention de l'Etat français au projet d'appui à l'investissement productif de la diaspora, pour un montant d'un million d'euros, soit 655,9 millions de francs Cfa. Ce projet, précise-t-on au ministère camerounais de l'Economie, relève du programme de développement solidaire et de gestion concertée des flux migratoires. **BRM**

Cameroun-Nigéria : les Présidents Biya et Buhari en synergie dans la lutte contre Boko Haram

L'éradication de cette secte obscurantiste a été le principal sujet au menu de la visite effectuée au Cameroun par le chef de l'Etat nigérian, Muhammadu Buhari, du 29 au 30 juillet 2015.

Comme on pouvait s'y attendre, la lutte contre la secte islamiste Boko Haram a été au cœur de la visite que le chef de l'Etat nigérian, Muhammadu Buhari, a effectué au Cameroun du 29 au 30 juillet 2015. « *Monsieur le Président, au moment où nous vous accueillons, un nuage sombre plane au-dessus de nos pays. Un même danger nous menace et risque d'ébranler les fondements de nos Nations. Ce danger a pour nom Boko Haram* », a indiqué le Président Biya le 29 juillet 2015 à Yaoundé, à l'occasion du toast qu'il a prononcé lors du dîner d'Etat offert à l'hôte du Cameroun.

Selon le chef de l'Etat camerounais, l'on ne peut « *pas laisser cette gangrène prospérer* », ce d'autant que les conséquences des exactions de Boko Haram au Cameroun et au Nigeria sont fâcheuses.

Le Président Buhari a une nouvelle fois affirmé sa disponibilité à coopérer pleinement avec les autres pays dans lesquels les exactions de Boko Haram sèment la désolation.

« *Ses crimes compromettent la paix sociale autour du Lac Tchad et particulièrement dans nos deux pays. Les morts et autres victimes se multiplient. Les activités économiques se crispent dans les zones perturbées, le nombre de réfugiés et de déplacés ne cesse de s'accroître (…) Nous devons mutualiser nos moyens, conjuguer nos forces, partager nos expériences. Je sais votre détermination à mettre un terme, sur le sol nigérian, aux activités de Boko Haram et à coopérer avec les autres pays touchés. Je salue donc à leur juste valeur vos initiatives sur le sujet* », a indiqué Paul Biya, en s'adressant à son homologue nigérian.

Répondant au toast de son homologue camerounais, le chef de l'Etat nigérian, Muhammadu Buhari, a confirmé sa détermination à éradiquer Boko Haram du Nigeria, pays dans le lequel cette secte islamiste a tué des milliers de personnes depuis 2009. Comme à Ndjaména, au Tchad, où il avait déjà souligné la nécessité d'une stratégie concertée pour combattre Boko Haram, le Président Buhari a une nouvelle fois affirmé sa disponibilité à coopé-

rer pleinement avec les autres pays dans lesquels les exactions de Boko Haram sèment la désolation.

ATTENTATS KAMIKAZES À FOTOKOL ET MAROUA

Sur ce plan, l'arrivée du Président Buhari en terre camerounaise a débouché sur des résolutions telles que le renforcement de la coopération entre les forces de défense camerounaises et nigérianes le long de la frontière de 1500 km que partagent les deux pays. Muhammadu Buhari a foulé le sol camerounais quelques jours seulement après que Boko Harram ait conduit ses premiers attentats kamikazes en territoire camerounais, tuant une cinquantaine de personnes et causant une centaine de blessés dans cinq attentats perpétrés par des jeunes filles dans les villes de Fotokol et de Maroua, situées dans la région de l'Extrême-Nord.

Arrivé au pouvoir au Nigeria alors que Boko Haram ensanglantait quasi quotidiennement le Nord-Est du pays, dont la secte contrôlait une bonne partie du territoire, Muhammadu Buhari a fait le serment d'éradiquer ce groupe terroriste ; tout comme le Président Biya du Cameroun, qui déclara en premier la guerre à Boko Haram lors d'un sommet sur la sécurité à Paris, en France.

En marge des préoccupations sécuritaires, l'arrivée au Cameroun du Président Buhari a offert l'occasion aux deux chefs d'Etats de revisiter la coopération économique entre la première économie africaine, d'une part, et la locomotive économique de la zone CEMAC, d'autre part. En effet, le Cameroun et le Nigeria entretiennent des relations commerciales séculaires. Cependant, la plupart des échanges commerciaux entre les deux pays, qui sont désormais liés par un accord de coopération commerciale formel depuis quelques mois, s'inscrivent encore dans le registre de l'informel.

L'occasion pour les deux chefs d'Etats de revisiter la coopération économique entre le Cameroun et le Nigeria.

La lutte contre Boko Haram a été au cœur de la visite que le chef de l'Etat nigérian a effectué au Cameroun.

DANGOTE CEMENT MISE SUR LE CAMEROUN

Pourtant, selon les statistiques de la Direction des affaires économiques (DAE) du ministère des Finances (rapport de l'exercice 2013 sur les perspectives économiques, sociales et financières du Cameroun), le Nigeria s'est adjugé la place de premier fournisseur du Cameroun en 2011 et 2012, en lui fournissant respectivement 22,6 et 17,8% des importations sur les deux années considérées. Bien loin devant la France (12,8 et 11,8%) et la Chine (10,8 et 10,4%).

Outre le commerce, la présence nigériane dans le landernau économique camerounais s'est accentuée ces dernières années au plan industriel. Avec notamment la construction récente, dans la ville de Douala, la capitale économique du Cameroun, d'une cimenterie d'une capacité de production de 1,5 million de tonnes, par le groupe Dangote, contrôlé par le milliardaire nigérian Aliko Dangote. Ce dernier annonce d'ailleurs pour bientôt, la construction de sa seconde cimenterie camerounaise dans la ville de Yaoundé.

Dans le secteur bancaire, le groupe nigérian United Bank of Africa (UBA) opère depuis quelques années au Cameroun, aux côtés de sa compatriote Oceanic, qui, il y a quelques années, a participé à la recapitalisation d'Union Bank of Cameroon (UBC), une institution bancaire à capitaux majoritairement camerounais alors en difficultés.

Brice R. Mbodiam

Fibre optique : le Cameroun tient le bon bout

Il y a 10 ans, l'expression « fibre optique » au Cameroun faisait encore partie de ce jargon réservé aux seuls experts des questions des télécommunications. Aujourd'hui, l'expression est quasiment tombée dans le domaine public, tant la chronique quotidienne fleurit d'annonces de projets autour de la fibre optique dans les médias locaux.

C'est que le gouvernement camerounais a choisi de faire de cette infrastructure révolutionnaire son cheval de Troie dans le processus de modernisation des TIC et Télécoms, qui constituent un secteur à la fois stratégique et névralgique pour le pays. En effet, soutient le ministre des Postes et Télécommunications, Jean Pierre Biyiti bi Essam, les TIC et Télécoms ont permis de créer 6 000 emplois directs et 500 000 emplois indirects depuis 1998, ce qui représente environ 50% de l'ensemble des emplois créés dans le secteur tertiaire au Cameroun.

En l'absence de statistiques officielles, l'on peut bien subodorer que la contribution de ce secteur à la formation du PIB du pays a également progressé dans des proportions considérables. Fort de ces acquis et surtout des opportunités que recèle encore ce secteur d'activité en pleine expansion, le gouvernement s'est engagé à moderniser son infrastructure télécoms, avec pour point d'orgue le déploiement de la fibre optique.

De nos jours, le pays est connecté à deux câbles sous-marins (le Sat3, tiré par un consortium dans lequel l'Etat a pris des actifs, et le WACS, tiré par le groupe télécoms MTN) et dispose d'un réseau de 6000 Km. Selon les prévisions officielles, le Cameroun ambitionne, sur le court terme, de densifier ce réseau de manière à le porter à 10 000 Km. Dans le même temps, le pays est engagé dans un processus d'augmentation des capacités sur la fibre optique, au moyen d'une connexion à au moins deux autres câbles sous-marins, notamment Main One et ACE (African Coast to Europe).

Chez Camtel, l'opérateur télécoms public à qui la loi en vigueur accorde l'exclusivité de la gestion de la fibre optique, l'on annonce non seulement la démocratisation prochaine de cette infrastructure grâce au projet Broad Band, qui se propose de l'amener jusque dans les ménages ; mais aussi la connexion du Cameroun à un cinquième câble sous-marin, qui reliera la locomotive économique de la zone CEMAC au Brésil. Tous ces investissements sont faits à coup de milliards de francs Cfa, que le gouvernement camerounais n'hésite pas à aller souvent mobiliser auprès de partenaires financiers, dont le plus en vue est Eximbank of China.

À l'observation, ces financements sont d'autant indispensables que la fibre optique apparaît aujourd'hui comme la clé qui ouvrira définitivement au Cameroun la porte du monde moderne. Un monde résolument numérique, dans lequel le futur se conjugue en termes de e-commerce, e-learning, e-administration, etc., qui sont tributaires du déploiement de la 3, 4 voire 5G ; technologies elles-mêmes fortement dépendantes de la fibre optique.

Brice R. Mbodiam

Connexion : deux câbles sous-marins opérationnels, trois autres en ligne de mire

Sur le moyen terme, en plus du Sat3 et du WACS déjà mis en service, le pays devrait accueillir les points d'atterrissements de Main One, ACE et d'un autre câble à fibre optique devant le relier au Brésil.

La filiale au Cameroun de l'opérateur télécoms français Orange et le gouvernement ont signé, le 9 juin 2015 à Yaoundé, une convention relative à la construction puis l'exploitation du câble sous-marin à fibre optique African Coast to Europe (ACE). Long de 14 000 Km, ACE, qui s'étire de l'Europe jusque sur la Côte ouest-africaine, a été déployé par un consortium d'investisseurs auquel fait partie le groupe Orange.

Selon Elisabeth Medou Bandang, la DG d'Orange Cameroun, ce nouveau câble sous-marin permettra de « *gérer l'accroissement de l'utilisation de la data et d'améliorer la connectivité dans le pays* ». L'on se souvient qu'avant la convention sus-mentionnée, le gouvernement camerounais avait lancé, le 21 avril 2015, un appel à manifestation d'intérêt, dans le but de recruter un cabinet pour la réalisation des études techniques détaillées du projet de construction du point d'atterrissement d'ACE dans la ville de Kribi, région du Sud-Cameroun.

L'achèvement de la construction de cette infrastructure est prévu pour la fin de cette année 2015, selon les prévisions du gouvernement qui annonce, à cette même échéance, « *la jonction sous-marine entre la chambre de visite située à la sortie de la mer et le point de raccordement du câble en mer situé à environ 650 kilomètres* ». Après cette étape, tout sera alors fin prêt pour la mise en service du 3ème câble sous-marin à fibre optique auquel sera connecté le Cameroun, après le SAT3 arrivé à saturation, selon le ministère des Postes et Télécommunications, et le WACS, déployé par un consortium auquel appartient MTN International.

Selon Elisabeth Medou Bandang, la DG d'Orange Cameroun, ce nouveau câble sous-marin permettra de « *gérer l'accroissement de l'utilisation de la data et d'améliorer la connectivité dans le pays* ».

CAP SUR L'AMÉLIORATION DU SERVICE ET LA BAISSE DES COÛTS

Long de 14 500 Km, apprend-on, le West African Cable System (WACS) est doté d'une capacité de 5,2 Tbps. Son point d'atterrissement, qui a coûté 2 milliards de francs Cfa, a été construit dans la localité de Batoké, près de la ville de Limbé dans la ré-

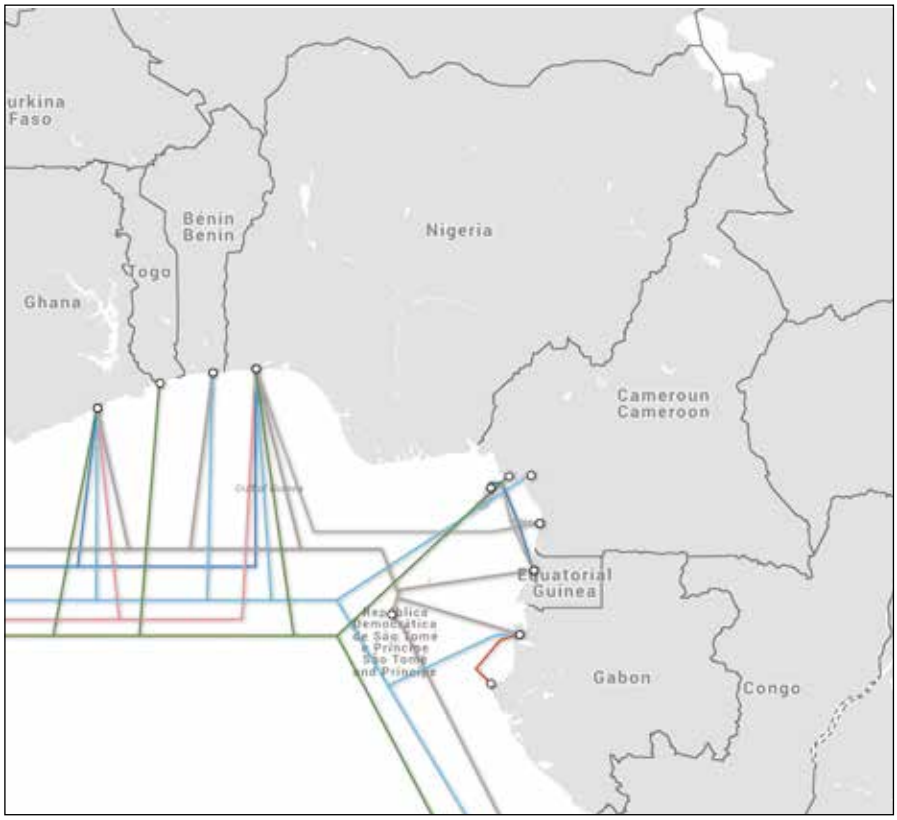
PHILISIWÉ SIBIYA, DG DE MTN : « *LE CAMEROUN S'IMPOSE COMME UN HUB DES INFRASTRUCTURES TÉLÉCOMS EN AFRIQUE CENTRALE* »

Le 22 juillet 2015 à Batoké, dans la région du Sud-Ouest du Cameroun, le ministre des Postes et Télécoms, Jean Pierre Biyiti bi Essam, a procédé à la mise en service officielle du point d'atterrissement du câble sous-marin à fibre optique WACS, opérationnel en territoire camerounais depuis le 1er juillet 2015, a-t-on appris de sources officielles.
S'exprimant à cette occasion, Philisiwé Sibiya, la Directrice générale de MTN Cameroon, filiale locale du groupe télécoms sud-africain qui a connecté le Cameroun au WACS, a indiqué que « *le Cameroun s'impose de plus en plus comme un hub pour les infrastructures des télécommunications en Afrique centrale.* ». Avant de préciser : « *Nous avions la lourde charge de choisir parmi les 10 pays dans lesquels nous opérons le long de l'Océan Atlantique, où le WACS est déployé, et nous avons choisi le Cameroun.* »

gion du Sud-Ouest du Cameroun. Construit par MTN Cameroon, cette infrastructure a été rétrocédée à l'Etat contre le payement d'une facture d'environ 12 milliards de francs Cfa. Le gouvernement a ensuite mis le WACS à la disposition de Camtel, l'opérateur télécoms public qui détient le monopole de la gestion de la fibre politique, selon la réglementation en vigueur au Cameroun.

Le WACS est opérationnel dans le pays depuis juillet 2015. Selon le vœu du Ministre des Télécoms, Jean Pierre Biyiti bi Essam, cette infrastructure devrait non seulement contribuer à l'amélioration des services internet et de téléphonie, mais aussi à la réduction des coûts et à la dynamisation des activités telles que le commerce électronique, la télémédecine et le e-learning. Autant d'opportunités dont recèle également le tout premier câble sous-marin à fibre optique qui devra relier le Cameroun à l'Amérique du Sud.

« Les négociations sont assez avancées pour que le Cameroun soit le premier pays africain à avoir une connexion par câble sous-marin avec le continent sud-américain. »



Après cette étape, tout sera alors fin prêt pour la mise en service du 3ème câble sous-marin à fibre optique auquel sera connecté le Cameroun.

NIGERIA-CAMEROON SUBMARINE CABLE SYSTEM

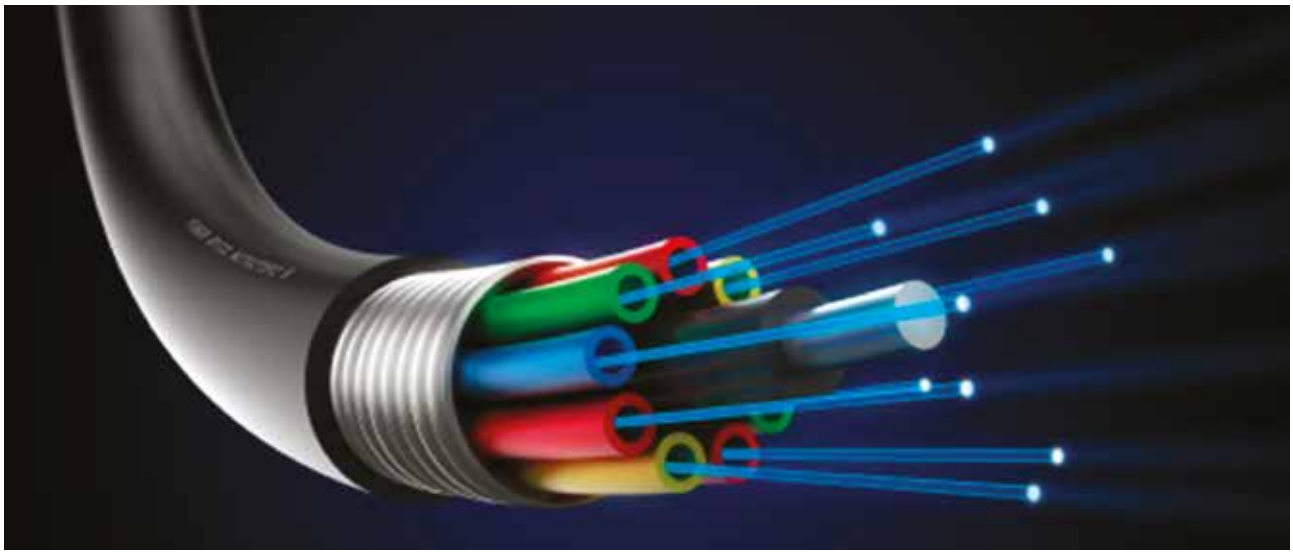
En effet, le Directeur général de Camtel, David Nkotto Emane, a récemment révélé que « *les négociations sont assez avancées pour que le Cameroun soit le premier pays africain à avoir une connexion par câble sous-marin avec le continent sud-américain.* » Long de 5900 Km, souligne la même source, ce câble qui fait actuellement l'objet de négociations entre le Cameroun et le Brésil s'étirera entre les villes de Fortaleza et de Kribi.

Mais, avant que ce qui sera probablement le 5ème câble sous-marin à arriver sur les côtes camerounaises soit opérationnel, le pays bénéficiera déjà des bienfaits de Main One, un autre câble qui reliera cette fois-ci le Cameroun au Nigeria, dans le cadre du projet dénommé Nigeria-Cameroon submarine cable system (NCSCS). Ce projet qui, sur le court terme, dotera le pays de son 4ème câble sous-marin à fibre optique, a été officiellement lancé le 4 août 2015.

Le NCSCS s'étirera de Lagos à Kribi, ville côtière du Cameroun, qui est en passe devenir un véritable hub de la fibre optique dans le pays. Déployé pour le compte du gouvernement par la société chinoise Huawei Marine, le NCSCS, « *servira également à renforcer la position du Cameroun comme la principale plaque tournante de la bande passante dans la région et à l'étranger* », soutient le DG de Camtel.

BRM

Plus de 210 Km de boucles à fibre optique en construction dans le pays



Neuf villes sont concernées par ces projets financés à la fois par le Fonds spécial des télécommunications et Eximbank of China, devenue la principale pourvoyeuse des financements à l'Etat camerounais dans ce domaine.

En septembre 2015, le Cameroun mettra en service sa 3ème boucle à fibre optique après celles de Douala et de Yaoundé, les deux principales villes du pays. La ville bénéficiaire de cette infrastructure est celle de Maroua, chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord, la plus peuplée de la partie septentrionale du pays. Les travaux de construction de ce réseau long de 39,4 km ont été officiellement lancés le 15 juillet 2015 par le ministre des Postes et Télécoms, Jean Pierre Biyiti bi Essam.

Le projet de Maroua permettra de moderniser le réseau télécoms dans cette partie du pays, selon les autorités gouvernementales. Financé par le Fonds spécial des télécommunications, alimenté par les différents opérateurs du pays, il fait partie d'un ensemble visant à doter le Cameroun de 104 km de fibre optique supplémentaire, grâce à la construction de deux autres boucles urbaines dans les villes de Limbé (35,2 km) et de Buéa (29,1 km), en plus de Maroua.

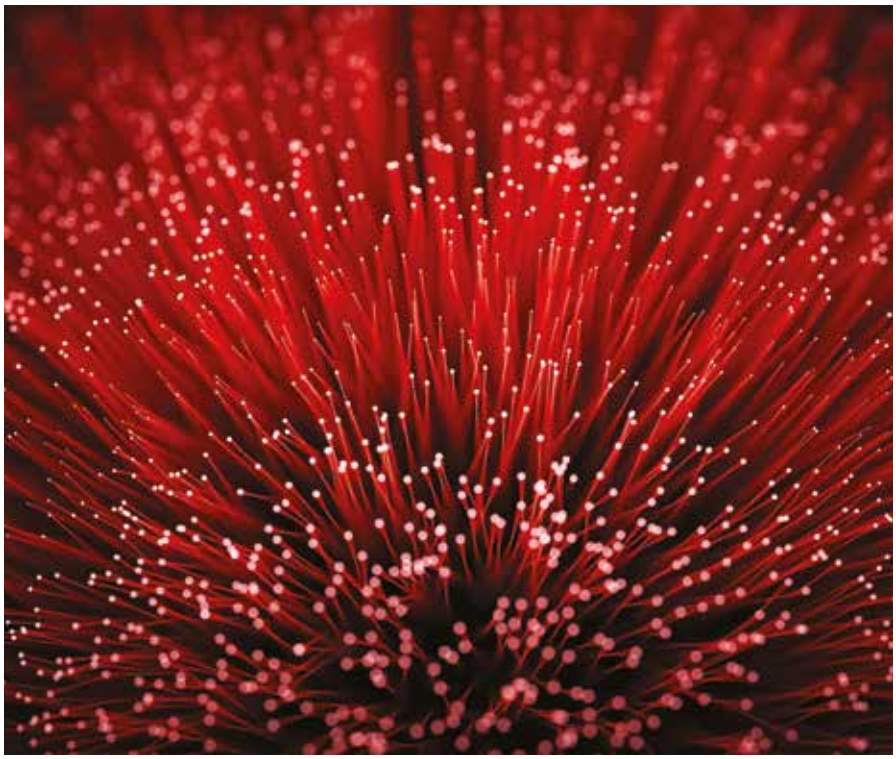
Dans le même temps, le gouvernement analyse actuellement les offres des opérateurs économiques ayant soumissionné pour un autre projet de construction de 110 km de fibre optique dans six villes du pays. Il s'agit des villes de Ngaoundéré (25 km), Bamenda (26 km), Ebolowa et Bafoussam (28 km chacune), puis Bertoua et Garoua (30 km pour chacune).

Le montant global des investissements pour ce second projet est estimé à 5,5 milliards de francs CFA, dont 440 millions de francs CFA pour le contrôle des travaux, indiquent les appels d'offres du ministère des Marchés publics. Selon le ministre Biyiti Bi Essam, « *la feuille de route gouvernementale prévoit l'opérationnalisation de toutes ces boucles au premier trimestre 2016* ».

En clair, à cette date-là, le Cameroun densifiera son réseau à fibre optique de 214 km supplémentaires, lesquels viendront ainsi s'ajouter aux 6000 km déjà déployés jusqu'ici. Ce réseau, selon les prévisions du gouvernement, devra atteindre 10 000 km au cours des cinq prochaines années.

Pour ce faire, le chef de l'Etat camerounais a déjà autorisé le ministre de l'Economie, Emmanuel Nganou Djoumessi, à signer avec la banque d'export-import de Chine (Eximbank China), un accord de prêt d'un montant total de 41 milliards de francs CFA pour le financement du projet d'extension du backbone national, dont l'objectif est de réaliser le maillage du territoire camerounais.

L'expérience camerounaise fait des émules au Tchad et au Burkina-Faso



Les opérateurs télécoms publics de ces deux pays se sont attaché les services de Camtel en matière de déploiement de la fibre optique.

Une délégation de responsables des télécommunications du Burkina Faso a récemment séjourné au Cameroun, dans l'optique de s'inspirer de l'expérience camerounaise en matière de pose de la fibre optique. « *Le Cameroun est en avance par rapport à nous en matière de gestion du backbone à fibre optique, parce qu'il dispose déjà de cette infrastructure. Une coopération Sud-Sud nous permettra de mieux nous inspirer de cette expérience pour la mise en place de notre infrastructure* », a déclaré Lamoussa Oualbeogo, le chef de la délégation burkinabé.

En guise de conseil, David Nkotto Emane, le directeur général de Camtel, l'entreprise publique des télécoms au Cameroun, a notamment recommandé aux burkinabés de ne pas confier la gestion de cette infrastructure à un opérateur privé. « *Si vous souhaitez réhabiliter les télécoms au Burkina Faso, le backbone devra faire l'objet de la création d'une structure nationale gérée par l'Etat. Cela sera davantage bénéfique pour le pays, au contraire de si elle est administrée par une entreprise privée* », a-t-il déclaré.

Le Burkina Faso, a-t-on appris, vient en effet de signer un contrat avec la firme chinoise Huawei pour la pose de plus de 5 444 Km de fibre optique dans le pays. Au Tchad, où l'on revendique un réseau d'environ 750 Km seulement, l'expérience camerounaise en matière de déploiement de la fibre optique a également fait tache d'huile.

LE CAMEROUN AU CŒUR DU CENTRAL AFRICA BACKBONE

Le 19 février 2015 à Yaoundé, la Société des Télécommunications du Tchad (Sotel-Tchad) et Camtel, représentées par leurs directeurs généraux respectifs, Adam Abdramane Anou et David Nkotto Emane, ont procédé à la signature d'un accord de coopération technique et commercial. En vertu de cet accord, la partie camerounaise accompagnera les équipes tchadiennes dans le processus d'extension de leur propre réseau de fibre.

Ce partenariat est une avancée de plus dans le projet de dorsale de fibre optique en Afrique Centrale (Central Africa Backbone), un programme ambitieux soutenu par plusieurs bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale, et dont l'objectif est d'installer la fibre optique dans l'ensemble des pays de l'Afrique centrale. De fait, les opportunités sont nombreuses et la position charnière du Cameroun donne à Camtel un avantage comparatif sur ce projet.

En effet, si des pays comme le Gabon ou encore la Guinée équatoriale sont sur des processus individuels, la Centrafrique et le Congo Brazzaville pourront bientôt être des cibles pour les services de l'opérateur camerounais. De ce point de vue, dans les coulisses, l'on apprend que les négociations avec la Centrafrique ont été freinées par la crise politique qui sévit dans ce pays, et que la fin de la construction de la route entre le Cameroun et le Congo (Sangmélima-Ouesso) offrira aux deux pays de nouvelles possibilités de partenariat sur la fibre optique.

Camtel accroît les capacités de MTN Cameroon sur la fibre optique

La Cameroon Telecommunications (Camtel), l'entreprise publique des télécoms et unique opérateur de la téléphonie fixe dans le pays, a annoncé dans un communiqué, avoir signé avec MTN Cameroon, le leader du marché de la téléphonie mobile dans le pays, « *une convention avec pour objet la relance du partenariat entre les deux entreprises.* »

Dans cette convention, précise l'entreprise bras séculier de l'Etat camerounais dans le secteur des télécoms, « *il s'est agi, d'une part, de revisiter l'état des créances entre Camtel et MTN Cameroon, mais surtout, pour Camtel, de mettre à la disposition de MTN Cameroon des capacités sur la fibre optique lui permettant d'améliorer la qualité de ses services à sa clientèle.* »

« *Il convient de rappeler que les termes de cette convention restitue Camtel comme l'opérateur fédérateur des télécoms dans notre pays, opérateur qui assume avec efficacité son rôle majeur de bras séculier de l'Etat pour le développement à la fois de l'infrastructure et des services des télécommunications au Cameroun* », souligne le communiqué de Camtel, réveillant ainsi le souvenir de la bataille engagée il y a quelques années par les opérateurs de téléphonie mobile, Orange et MTN, contre le monopole de la gestion de la fibre optique règlementairement attribué à Camtel.

En effet, les deux opérateurs accusaient l'opérateur public, non seulement de pratiquer des coûts prohibitifs pour l'accès aux infrastructures dont il a la charge, mais aussi de disposer d'une infrastructure de qualité aussi bien approximative que de capacité limitée.

Les procédures d'exploitation des câbles sous-marins en gestation

Le ministre camerounais des Postes et Télécommunications, Jean Pierre Biyiti bi Essam, vient de lancer un avis de sollicitation de manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant devant travailler à l'élaboration d'un document de procédures d'exploitation de câbles sous-marins au Cameroun.

Dans le cadre de cette prestation, apprend-on, le consultant devra « *préciser les mécanismes de gouvernance et de l'exploitation du WACS* (West Africa cable System, tiré au Cameroun par le groupe MTN, Ndlr) *et des autres points d'atterrissements, proposer un plan de gestion opérationnel, élaborer une stratégie commerciale et définir un cadre réglementaire garantissant l'open access.* »

Les dossiers des soumissionnaires, apprend-on, étaient attendus au plus tard le 23 juillet dans les services de l'unité de coordination du projet Central Africa Backbone (CAB) financé par le groupe de la Banque mondiale, qui vise à asseoir une intégration de la fibre optique dans les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

GESTION PUBLIQUE

Les cadres des impôts parés contre les techniques de fraude fiscale des multinationales

« *L'échange de renseignements comme moyen efficace de lutte contre la fraude et les évasions fiscales internationales : le rôle des inspecteurs-vérificateurs* ». C'est autour de ce thème que les inspecteurs des impôts camerounais ont été réunis le 22 juillet 2015 à Yaoundé, la capitale, sous l'égide du ministère des Finances, avec l'appui technique de l'OCDE.

La rencontre, a-t-on appris, visait d'abord à révéler aux inspecteurs-vérificateurs des impôts, les techniques usitées par les multinationales pour passer entre les mailles du fisc. Ensuite, il était question de donner à ces cadres de l'administration fiscale camerounaise les clés pouvant leur permettre d'obtenir les renseignements nécessaires auprès de partenaires idoines, afin d'avoir une meilleure connaissance des activités de ces contribuables véreux.

Cette session de formation survient après l'adoption par le Parlement camerounais et la promulgation, entre mars et avril 2015, d'une loi autorisant le chef de l'Etat à procéder à l'adhésion du Cameroun à la convention de l'OCDE sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. Il s'agit, selon l'OCDE, de « *l'instrument multilatéral le plus complet. Il offre toutes les formes possibles de coopération fiscale pour combattre l'évasion et la fraude fiscales.* »

La visite du PM en Chine accouche d'accords de financement de 94,5 milliards FCfa

Invité en Chine du 17 au 21 juin 2015 par son homologue Li Keqiang, le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, est retourné au Cameroun avec deux financements d'un montant total de 94,5 milliards de francs Cfa pour le compte du gouvernement camerounais.

Le premier financement, d'un montant d'un milliard de francs Cfa, est en réalité un don qui permettra de financer les études de faisabilité des projets de construction d'un nouvel immeuble siège de l'Assemblée nationale et de réhabilitation des hôpitaux de Guider (Nord) et de Mbalmayo (Centre). Le second financement, d'un montant de 93,5 milliards de francs Cfa, va permettre de construire un réseau informatique destiné à l'Enseignement supérieur.

Les sociétés d'Etat orientées vers les prêts non-souverains de l'AFD

Sept entreprises camerounaises, dont le capital social est majoritairement contrôlé par l'Etat, ont été invitées à participer, le 16 juin 2015, à un atelier de formation sur les mécanismes d'accès aux financements non-souverains de l'Agence française de développement (AFD), qui ont la particularité de ne pas être garantis par l'Etat.

« *Dans un monde globalisé où la concurrence est rude, il n'est plus possible pour nous de nous cantonner à des sources de financements traditionnelles* », a déclaré le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey, pour justifier la tenue de cette rencontre à laquelle ont pris part les responsables de Camtel, des Aéroports du Cameroun (ADC), de la Sonara, du Feicom, du Port autonome de Douala, de Camwater, et de la SCDP.

Au cours de cette rencontre, il a été question « *de préparer les entreprises à mieux connaître la grille de lecture de l'AFD, de leur présenter les pré-requis nécessaires pour obtenir un prêt* » non-souverain, a indiqué Hervé Conan, le directeur de l'AFD au Cameroun.

Gemalto reprend à Thales le contrat des cartes d'identité et de séjour sécurisées

Le gouvernement camerounais et la société Gemalto ont signé le 31 juillet 2015 à Yaoundé, « *le contrat portant sur la fourniture et la mise en service d'un nouveau système d'identification sécuritaire pour la République du Cameroun* », a annoncé le patron de la police, Martin Mbarga Nguélé, dans un communiqué officiel.

Le nouveau système, a-t-on appris, « *a pour objectif principal la production des titres identitaires sécurisés et infalsifiables. Dont notamment : la carte nationale d'identité, la carte de séjour, la carte de réfugié, la carte professionnelle des fonctionnaires de la Sûreté nationale, la carte de retraité pour les personnels de la Sûreté nationale retraités, avec une possibilité d'ouverture aux autres administrations.* »

Le champ d'action de Gemalto est plus étendu que celui sur lequel a autrefois agi la société française Thales, qui détenait depuis plus de 10 ans ce contrat de plusieurs milliards de francs Cfa, lequel se limitait alors uniquement à la production des cartes d'identité et de séjour sécurisées.

Le Fagace financera les projets de mise à niveau des entreprises camerounaises en prélude aux APE

Le Bureau camerounais de mise à niveau (BMN) vient de signer avec le Fonds africain de garantie et de coopération économique (Fagace) une convention visant à apporter des soutiens financiers aux entreprises camerounaises admises au processus de mise à niveau, dans le cadre de l'amélioration de leur compétitivité en prélude à la signature des APE entre les pays ACP et l'Union européenne.

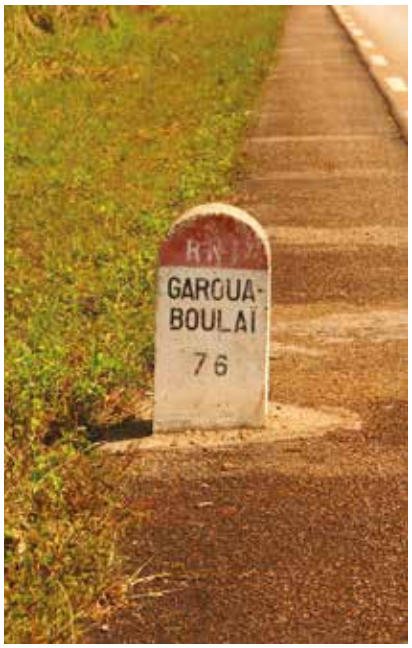
Grâce à cette convention avec le BMN, structure gouvernementale mise en place avec le concours de l'Union européenne, le Fagace accordera des financements à taux réduits, ainsi que des remboursements sur des périodes plus convenables, aux entreprises du programme de mise à niveau, afin de permettre à ces dernières de financer leurs projets de développement. Le Fagace est le 2ème partenaire financier qu'accroche ainsi le BMN, après le crédit bailleur African Leasing Company (ALC) en mai dernier.

Malgré la crise pétrolière et l'insécurité, le Trésor public a mobilisé 1200 milliards FCfa de recettes au 1er semestre 2015

La baisse des cours mondiaux du pétrole brut sur le marché international et l'insécurité aux frontières avec la RCA et le Nigeria, qui freinent les performances des administrations fiscale et douanière, ne semblent pas avoir beaucoup d'incidence sur le Trésor public camerounais. En effet, sur les six premiers mois de l'année 2015, le gouvernement a pu mobiliser 1200 milliards de francs Cfa de recettes, en dépassement de 100 milliards de francs Cfa par rapport aux prévisions initiales, a annoncé le ministère des Finances.

« *Le Cameroun a l'avantage d'être un pays dont l'économie est diversifiée. Le pétrole, même s'il participe à la mobilisation des ressources pour notre budget, représente à peu près 20% de nos recettes. Ce qui nous permet de dire qu'avec 80% de recettes tirées de la fiscalité interne, le Cameroun est à même de faire face à ces externalités…* », a expliqué le ministre camerounais des Finances, Alamine Ousmane Mey, en marge du dernier conseil d'administration de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC).

Trois marchés à construire aux frontières avec le Nigeria et la RCA



L'Etat camerounais vient de lancer un appel d'offres pour le contrôle et la surveillance des travaux de construction de certains marchés frontaliers. Il s'agit des marchés de Fotokol, localité de l'Extrême-Nord frontalière au Nigeria, d'Ekok, localité du Sud-Ouest également frontalière au Nigeria, et de Garoua Boulaï, située dans la région de l'Est du Cameroun et frontalière à la République centrafricaine.

D'autres projets du même type devraient suivre dans les prochaines années, selon certaines sources proches du dossier. Il s'agit, pour le gouvernement, de capitaliser la position géographique du Cameroun par rapport au Nigeria, première économie en Afrique, et des pays de la CEMAC et de la CEEAC, qui représentent cumulativement un marché de 300 millions de consommateurs.

La BEI va ouvrir un bureau de représentation au Cameroun d'ici fin 2015

Le paysage des institutions financières internationales au Cameroun va s'enrichir d'un nouvel arrivant d'ici fin 2015, avec l'ouverture d'un bureau de la Banque européenne d'investissements (BEI) à Yaoundé, la capitale. L'information a été révélée le 15 juillet 2015 à Addis-Abeba, en Ethiopie, par Pim Van Ballekom, le vice-président de la BEI.

Au moyen de cette présence plus rapprochée, la BEI entend profiter non seulement des opportunités d'investissements qui existent au Cameroun, pays en quête de financements pour la réalisation de nombreux projets d'infrastructures en cours ou en préparation depuis 2012, mais aussi jouer sa partition dans le développement des autres Etats membres de la Cemac.

Au Cameroun, la BEI, qui ambitionne d'investir 10 milliards d'euros (soit 6550 milliards FCfa) sur le continent africain au cours des prochaines années, revendique un portefeuille d'investissements de 113 milliards de francs Cfa seulement depuis 2006, contre 1000 milliards de francs Cfa par exemple pour l'AFD, sur la même période.

Des journées économiques algériennes annoncées en 2016 à Douala

L'Algérie veut redynamiser sa coopération économique avec le Cameroun, en organisant entre mars et avril 2016 à Douala, des journées économiques algériennes, a-t-on appris le 10 juillet 2015 à l'occasion d'une audience accordée par le gouverneur de la région du Littoral à Merzak Bedjaoui, l'ambassadeur d'Algérie au Cameroun.

Selon le diplomate algérien, le Cameroun à beaucoup à gagner de l'expertise algérienne dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports, des logements sociaux, de l'approvisionnement du pays en gaz butane ou encore des travaux publics ; autant de secteurs dans lesquels les opérateurs économiques algériens entendent faire des propositions à leurs homologues et aux pouvoirs publics camerounais.

Ces journées économiques algériennes à Douala devraient coïncider avec l'ouverture annoncée par Air Algérie, des lignes de transport aérien reliant Alger à Douala et Yaoundé, les deux principales villes camerounaises.

AGRO

La production cacaoyère en hausse de 9,8% en 2014-2015, à 232 530 tonnes

La campagne cacaoyère 2014-2015 au Cameroun, révèlent les chiffres de l'Office national du cacao et du café (ONCC), s'est achevée par une production commercialisée de 232 530 tonnes, en hausse de 9,8% par rapport aux 209 905 tonnes produites lors de la campagne 2013-2014.

Sur cette production globale, 198 129 tonnes de fèves ont été exportées, soit 23 500 tonnes de plus (+11,8%) que lors de la campagne précédente. Comme à l'accoutumée, les Pays-Bas sont restés la première destination du cacao camerounais, avec 73,21% des exportations, contre 8,23 et 7,82%, respectivement pour la Belgique et l'Indonésie. Côté transformation, à peine 20% de la production locale a été broyée, soit 32 143 tonnes au total.

Selon Michael Ndoping, le DG de l'ONCC, les producteurs ont mis sur le marché plus de 10 000 tonnes de cacao certifié en 2014-2015, contre 5446

tonnes en 2013-2014 et environ 2000 tonnes seulement lors de la campagne 2012-2013. Ce qui signifie que sur les trois dernières campagnes cacaoyères, les producteurs camerounais ont quintuplé la production du cacao certifié.

Le Cameroun recherche de 1500 milliards FCfa pour développer son agriculture

Le ministère de l'Agriculture organise, les 16 et 17 septembre 2015, le « Business Meeting », qui est une rencontre avec les partenaires au développement et les acteurs du secteur agricole. L'objectif principal de cette rencontre est de mobiliser les financements en vue de l'implémentation du Plan national d'investissement agricole (PNIA) adopté en avril 2014.

Selon le ministre de l'Agriculture, Essimi Menyé, qui a présidé la première réunion préparatoire de ce « Business Meeting » le 26 juin 2015 à Yaoundé, le gouvernement escompte des financements d'un montant total d'environ 1500 milliards de francs Cfa au sortir de ce rendez-vous avec les bailleurs de fonds et les investisseurs du secteur agricole.

Les 1500 milliards de francs Cfa attendus sont simplement une partie de l'enveloppe globale de 3350 milliards de francs Cfa à investir dans l'agriculture sur la période 2014-2020, dans le cadre du PNIA. Les financements escomptés, a indiqué le Ministre Essimi Menyé, permettront au pays d'intensifier « *la mécanisation et la transformation* », ainsi que la construction des routes permettant de désenclaver les bassins de production.

Le café camerounais décroche trois prix internationaux

Le café camerounais a créé la sensation lors de la première édition du concours des cafés torréfiés dans les pays d'origine, qui s'est tenu à Paris sous l'égide de l'Agence pour la valorisation des produits agricoles (AVPA). La compétition qui opposait des cafés originaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine a vu le Cameroun rafler trois des cinq prix remportés par le continent africain, contre deux pour les cerises gabonaise et togolaise.

Même si ni la Côte d'Ivoire ni les grands producteurs de l'Est-africain n'étaient présents à Paris pour représenter l'Afrique, la performance des pays participants a encore une fois démontré tout le potentiel de la filière, surtout sur ce marché de niche qu'est l'Afrique.

Les troncs de bananiers bientôt transformés en produits pour revêtement des murs et de décoration

Le consortium constitué par les entreprises camerounaise Eto's Farm et française Fibe & Co ambitionne de construire au Cameroun, dès l'année 2016, une unité de transformation de troncs de bananiers plantains en produits pour revêtements muraux, objets de décoration d'intérieur et d'extérieur, ainsi que des tableaux de bord de véhicules.

Les représentants de ces entreprises, à savoir Vladimir Hayot, co-président de Fibe & Co et Roger Samuel Eto, DG d'Eto's Farm, viennent de rencontrer la ministre déléguée auprès du ministre de l'Agriculture, Clémentine Ananga Messina, pour lui faire part de ce projet. Mais il s'est surtout agi, a précisé Roger Samuel Eto, de s'assurer de la « *production pérenne de cette matière première utile pour nos futures usines* ».

Selon les orientations données aux investisseurs par Mme Ananga Messina, cette unité de production, dont le montant de l'investissement n'a pas été révélé, pourrait bien être construite dans la région de l'Est-Cameroun, présentée par la ministre comme étant le principal bassin de production de banane plantain dans le pays.

Cette usine devrait permettre d'industrialiser la transformation des troncs de bananiers plantains au Cameroun, puisque cette activité existe déjà depuis des lustres, mais sous une forme purement artisanale. En effet, pour l'heure, cette matière première sert à fabriquer un tissu traditionnel appelé « obom », généralement exhibé lors des défilés de mode.

Le CICC veut professionnaliser les organisations de producteurs de cacao-café

Annoncé le 7 août 2015 dans la localité d'Ayos, qui a abrité le lancement officiel de la campagne cacaoyère 2015-2016, le processus de professionnalisation des organisations de producteurs de cacao-café au Cameroun a été lancé le 11 août dernier. En effet, ce jour-là dans la capitale économique camerounaise, le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) a procédé à la signature de conventions-cadre avec quatre organisations de producteurs, « *aux fins de leur mutation en entités économiquement viables.* »

Ces quatre coopératives, a-t-on appris, ont été retenues sur la base de leur niveau actuel de structuration et d'organisation, jugé relativement intéressant par l'interprofession. Elles regroupent environ 6000 producteurs et ont enregistré une production cumulée de plus de 6125 tonnes de cacao au cours de la dernière campagne. Selon Omer Gatien Malédy, le secrétaire exécutif du CICC, le processus lancé le 11 août dernier à Douala consiste à accompagner ces coopératives, à travers l'implémentation, en leur sein, de toute la batterie de programmes structurants rôdés par le CICC depuis 3 ans maintenant.

Il s'agit du programme « Bonnes pratiques », qui vise à améliorer la qualité de la production et abouti à la certification ; de New Generation, dont l'objectif est d'insérer les jeunes dans les filières cacao-café ; de Purc-café, qui vise à rajeunir le verger café ; de l'appui à l'organisation de la commercialisation (AOC), de la facilitation de l'accès aux financements grâce au Fonds de garantie mis en place par le CICC, de la promotion de la transformation grâce au programme Transfol ; et de la promotion du label Cameroun à travers Festicacao et Festicoffee.

FINANCE

Un pool bancaire prête 25 milliards de FCfa à Camair Co

Le gouvernement camerounais et les directeurs généraux d'Ecobank, Afriland First Bank, United Bank of Africa et Commercial Bank of Cameroon, ont signé le 16 juin 2015 à Yaoundé, un accord de prêt d'un montant de 25 milliards de francs Cfa, en vue du financement du plan de relance de Camair Co, la compagnie aérienne publique camerounaise.

Alamine Ousmane Mey, le ministre des Finances, a précisé que cette somme représente une partie des besoins en financements du transporteur aérien national, estimés à 30 milliards de francs Cfa. Aussi bien au sein du gouvernement qu'à la direction générale de Camair Co, l'on s'accorde à dire que cet argent devrait permettre à Camair Co de se doter d'infrastructures de maintenance et d'acheter de nouveaux aéronefs.

Sur ces contrats d'achats futurs, selon des sources autorisées, la bataille s'annonce déjà rude entre le chinois Avic International, qui a récemment livré deux aéronefs à Camair Co, et le constructeur brésilien Embraer, dont une délégation est récemment allée offrir ses services au ministre camerounais des Transports, Robert Nkili, qui aurait été séduit par l'offre brésilienne.

Ecobank Cameroun rejoint le réseau MasterCard

Les clients de la filiale camerounaise du groupe bancaire panafricain Ecobank pourront bientôt bénéficier des services offerts par MasterCard, le géant mondial des solutions de paiement électroniques. C'est la conséquence d'un accord signé le 15 juin 2015 entre MasterCard et le groupe Ecobank. Cet accord, apprend-on, permet désormais au groupe bancaire panafricain de déployer les solutions MasterCard dans 32 de ses filiales en Afrique subsaharienne, dont celle du Cameroun. En plus de l'émission de différentes cartes de paiement MasterCard, a-t-on appris officiellement, l'accord entre les deux partenaires prévoit, au cours des 10 prochaines années, le déploiement de milliers de terminaux de paiement auprès des opérateurs de la grande distribution tels que les supermarchés. Au Cameroun, la filiale d'Ecobank rejoint ainsi sur le réseau MasterCard d'autres établissements de crédit, à l'instar d'Afriland First Bank et de Banque Atlantique, qui ont cependant la particularité de déployer également des solutions Visa, le concurrent de MasterCard.

La BICEC annonce un résultat net 2014 de près de 14 milliards de FCfa

La Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit (BICEC) a réalisé un bénéfice net de près de 14 milliards de francs au 31 décembre 2014, en progression de 7,8% par rapport à l'exercice précédent, annonce le Conseil d'administration de la banque dans un communiqué officiel rendu public le 14 juillet 2015.

La filiale camerounaise du groupe bancaire français Banque populaire a décidé d'affecter 1,5 milliard à son « *fonds pour risques bancaires généraux* », et de distribuer 11 milliards de francs Cfa à ses actionnaires à titre de dividende. En clair, apprend-on, les actionnaires recevront 36 666 francs Cfa par action, hors taxe.

Afriland décroche des financements de 34,5 milliards FCfa et annonce son entrée dans le capital d'afreximbank

Afriland First Bank, le leader du marché bancaire camerounais, a signé le 30 juillet 2015 à Douala, la capitale économique du pays, un accord de financement d'un montant de 15 millions de dollars, soit environ 8,2 milliards de francs Cfa, avec la Société financière internationale (SFI), filiale du groupe de la Banque mondiale spécialisée dans le financement du secteur privé.

Concrètement, a annoncé l'institution bancaire camerounaise dans un communiqué officiel, grâce à ce financement, « *la SFI mettra à la disposition d'Afriland First Bank des garanties pour les opérations liées aux échanges commerciaux, pour une meilleure couverture des flux des entreprises importatrices et exportatrices par les banques correspondantes, renforçant de ce fait leur compétitivité à l'international.* »

Cet accord de financement avec la SFI intervient après la signature, le 17 juin 2015 à Beijing, en Chine, d'un accord de financement entre Afriland First Bank et la China Development Bank Corporation, pour un montant total de 26,2 milliards de francs Cfa. Ce financement est destiné, apprend-on, à accompagner les petites et moyennes entreprises.

En marge de ces financements d'un montant total de 34,5 milliards de francs Cfa obtenus auprès de partenaires financiers, le fondateur de ce groupe bancaire camerounais, Paul Kammogne Fokam, a révélé le 8 juillet 2015 au Caire, qu'Afriland First Bank entrera dans le capital de la Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank).

La Banque camerounaise des PME a ouvert ses portes le 20 juillet 2015

La Banque camerounaise des PME (BCPME) a officiellement ouvert ses portes le lundi 20 juillet 2015 dans la ville de Yaoundé, la capitale camerounaise. L'agence de Douala, la capitale économique du pays, a également été ouverte le 3 août 2015. Cependant, Agnès Ndoumbe Mandeng, la DG de ce qui deviendra la 14ème institution bancaire en activité au Cameroun, a précisé qu'il s'agit d'une « ouverture technique », en attendant l'inauguration, qui sera synonyme de lancement officiel des activités de cette banque publique, dotée d'un capital de 10 milliards de francs Cfa.

En clair, à travers cette ouverture dite technique, au moyen de laquelle la banque commence le recrutement de sa clientèle, la BCPME démontre qu'elle est fin prête pour le lancement de ses activités, toute l'infrastructure technique et la ressource humaine (une centaine d'employés) étant désormais en place, selon les assurances de la DG.

Pour rappel, cette ouverture de la Banque camerounaise des PME est la consécration d'une promesse faite par le chef de l'Etat en janvier 2011 au cours du Comice agro-pastoral d'Ebolowa. Outre la création (encore en cours) d'une banque agricole pour le financement de l'agriculture, Paul Biya avait aussi annoncé le lancement d'une banque dédiée au financement des PME, qui sont considérées comme principal moteur de la croissance économique, mais qui sont en proie à des difficultés d'accès aux financements au Cameroun.

La Cobac dénonce la surfacturation des commissions sur les transferts d'argent dans la microfinance

Après les taux d'intérêt sur crédits jugés usuraires dans les établissements de microfinance (Emf) au Cameroun, c'est au tour des commissions sur les opérations de transfert d'argent jugés exorbitants et en marge de la réglementation afférente, que la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac) vient d'épingler les structures de microfinance en activité sur le territoire camerounais.

En effet, dans un rapport publié le 30 juin 2015 et consécutif à une enquête conduite au Cameroun par la Cobac, entre le 27 avril et le 15 mai 2015, le gendarme du secteur bancaire dans la zone CEMAC constate que les Emf camerounaises font fi des dispositions du règlement portant sur l'harmonisation de la règlementation des changes dans les Etats membres de la CEMAC. Lequel fixe à 0,25% et à 0,50% du montant envoyé (majoré éventuellement d'une taxe sur le chiffre d'affaires et de toute autre taxe spécifique), le taux de commission applicable respectivement pour les transferts d'argent dans la zone CEMAC et en dehors.

Mais au Cameroun, fait observer la Cobac, « *les différentes grilles tarifaires produites par les Emf révèle, s'agissant des transferts domestiques, que la moyenne des taux oscille entre 0,10% et 5%, tandis que pour les transferts internationaux (…), la moyenne des taux varie entre 3,18% et 12,5%, avec des variations d'un établissement à l'autre* ». « *Toutes ces pratiques, qui s'effectuent au détriment des intérêts des populations, doivent prendre fin* », enjoint Boubakary Halilou, le SG de la Cobac, dans une correspondance adressée aux responsables des Emf.

Au demeurant, en dépit de ces récriminations de la Cobac sur les commissions prélevées par les Emf lors des opérations

de transfert d'argent, la Cobac reconnaît que cette activité dans le secteur de la microfinance camerounaise présente de bonnes perspectives de développement. « *Les statistiques relatives, notamment le nombre d'établissements impliqués dans cette activité, la grande variété des produits et services offerts, ainsi que le volume et le montant des transactions réalisées, illustrent à suffisance cette réalité* », souligne la Cobac.

Wafa Assurance Vie Cameroun obtient son agrément

Wafa Assurance Vie Cameroun S.A, la filiale camerounaise de l'assureur marocain Wafa Assurance, s'est vu officiellement attribuer le 8 juillet 2015 un agrément par le ministère camerounais des Finances. La nouvelle compagnie a également obtenu le feu vert de la Commission régionale de contrôle des assurances de la CIMA (Conférence interafricaine des marchés d'assurances).

Wafa Assurance ambitionne de développer le marché de l'assurance Vie au Cameroun, apprend-on de bonnes sources, en s'appuyant sur le réseau de distribution de la Société commerciale de banque au Cameroun (SCB), filiale bancaire du groupe Attijariwafa bank.

Outre le Cameroun, Wafa Assurance est déjà présente au Sénégal et en Tunisie, où les filiales bancaires de sa maison mère Attijariwafa Bank lui ont également servi de rampes de lancement. L'assureur a également déposé en mai 2015 des demandes d'agréments pour lancer deux filiales en Côte d'Ivoire.

TELECOMS

« *Une concurrence agressive* » entraîne la baisse des revenus de MTN au 1er semestre

Le groupe télécoms sud-africain MTN International vient de rendre publics les résultats de ses filiales, pour le compte du premier semestre 2015. Il en ressort que les performances de la filiale camerounaise n'ont pas comblé les attentes. En effet, apprend-on, même si le leader de la téléphonie mobile au Cameroun a étoffé sa base clientèle, laquelle atteint désormais 10,4 millions d'abonnés, en hausse de 7,3%, « *le total des revenus* » engrangés par cet opérateur a « *diminué de 0,4%, largement impacté par une diminution de 7,7 % des revenus sur la voix, qui est dû à une chute de 15,7% sur le tarif en vigueur.* »

Parmi les causes de cette légère baisse des revenus de sa filiale camerounaise, le groupe MTN International cite « *la concurrence agressive sur le marché, qui entraîne la baisse des tarifs* » ; l'exclusivité sur les réseaux 3G (achevée le 31 mars 2015), dont a bénéficié pendant un certain temps Nexttel, le 3ème opérateur du mobile au Cameroun ; et les investissements qu'il a fallu consentir pour s'arrimer à la technologie 3G.

Au demeurant, si les revenus globaux de l'entreprise ont fléchi du fait de la chute des tarifs sur la voix, le groupe fait remarquer que les recettes du data (données) au Cameroun, elles, ont substantiellement augmenté. Sur ce segment, on note une progression de 45,7%, ce qui a permis au data de contribuer à hauteur de 11,5% aux revenus de MTN Cameroon au premier semestre 2015.

Cette progression des recettes du data, souligne le groupe MTN, est le fait des différentes promotions lancées autour des services 3G, notamment l'internet ; des services numériques et du MTN Mobile Money, dont le nombre d'utilisateurs a atteint 1,7 million à fin juin 2015.

Nexttel a déjà investi plus de 200 milliards FCfa pour construire son réseau télécoms

L'opérateur télécoms vietnamien Viettel, qui opère au Cameroun sous la marque Nexttel, a déjà investi plus de 200 milliards de francs Cfa pour le développement de son réseau dans le pays. Lequel réseau est actuellement constitué de 1200 stations BTS et de 1600 sites, qui lui permettent de couvrir les 10 régions du pays et 95% de la population camerounaise.

Ces informations sont révélées dans un communiqué officiel de l'entreprise, qui annonce la nomination de Joël Awono-Ndjodo au poste de directeur marketing et commercial. Ce Camerounais de 39 ans, qui revendique une expérience professionnelle de 16 ans, dont 11 dans le secteur des télécoms, aura « *en charge la stratégie marketing et commerciale, le développement de la marque, la production de revenus viables, le développement des parts de marché et la réforme de la communication* » de l'entreprise.

Autant dire qu'une tâche ardue attend le nouveau promu, qui prend ainsi la tête de l'une des directions les plus stratégiques du premier détenteur d'une licence 3G au Cameroun, mais qui a visiblement du mal à prendre ses marques sur un marché sur lequel MTN et Orange, auréolés de la 3G depuis le début cette année 2015, l'ont précédé 14 années plus tôt. Au mois de mai 2015, Nexttel, qui a obtenu sa licence en 2012, mais qui a pris 2 années pour finalement lancer ses activités en septembre 2014, revendiquait un parc de 2 millions d'abonnés.

Le régulateur télécoms choisit Huawei pour le projet de portabilité des numéros mobiles

L'Agence de régulation des télécommunications (ART) vient d'attribuer à l'équipementier chinois Huawei le contrat pour la fourniture, l'installation et l'exploitation d'une base de données centralisée, en vue de la gestion de la portabilité des numéros mobiles au Cameroun.

Ce contrat d'un montant total d'un peu plus de 1,5 milliard de francs Cfa, doit être exécuté dans un délai de sept mois, précise le directeur général de l'ART dans un communiqué officiel. Classé 3ème équipementier télécoms dans le monde, la firme chinoise Huawei est devenue le principal partenaire du Cameroun en matière de développement des télécoms.

En effet, sont à mettre à son actif des prestations telles que le déploiement de la fibre optique dans le pays ; le lancement du Ctphone, un téléphone fixe itinérant ; ou encore la construction en cours du réseau GSM de l'opérateur historique Camtel, détenteur de la 4ème licence de mobile du pays.

Télécoms : les régulateurs camerounais et nigérian coopéreront dans le contrôle de la qualité de service

Le directeur général de l'Agence de régulation des télécoms (ART) du Cameroun, Jean Louis Beh Mengué, a signé le 19 juin 2015 à Abudja, au Nigeria, un Memorandum d'entente (MoU) avec Okechukwu Itanyi, alors commissaire exécutif de la Nigerian Communications Commission (NCC), le régulateur des télécoms au Nigeria. Cet acte, a annoncé l'ART dans un communiqué officiel, vise à renforcer la coopération entre les deux régulateurs, qui collaborent déjà depuis une décennie au sein de la Commonwealth Telecommunications Organisation.

Selon l'ART, le renforcement de la coopération avec le régulateur des télécoms au Nigeria, devrait lui permettre de bénéficier des 20 ans d'expérience de la NCC, sur un marché nigérian des télécoms plus dynamique et plus compétitif que celui du Cameroun. Concrètement, souligne le communiqué sus-mentionné, la NCC appuiera l'ART dans des domaines tels que le contrôle de la qualité du service des opérateurs télécoms exerçant au Cameroun, ainsi que la protection des consommateurs.

Vers la mise en place d'un système de collecte et de diffusion des prix des denrées alimentaires via le mobile

Le ministère de l'Agriculture et celui en charge de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales, viennent de lancer, avec le concours de l'Institut national de la statistique (INS), un projet qui aboutira, d'ici octobre 2015, à la mise en place au Cameroun d'un système électronique permettant de collecter et de diffuser les prix des denrées alimentaires via les smartphones.

Le projet financé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, apprend-on, rendre dans le cadre d'une initiative visant à mettre à niveau les compétences des pays africains dans l'utilisation de la téléphonie mobile pour la collecte des données statistiques. Au Cameroun, le projet ambitionne de limiter l'instabilité des prix dans les marchés du pays, en donnant en temps réel aux ménagères et autres producteurs, des informations leur permettant de prendre les meilleures décisions d'achat ou de vente.

ENERGIE

Les besoins d'investissements dans l'électricité s'élèvent à 3700 milliards FCfa sur 10 ans

Afin de sortir du déficit énergétique, qui fait perdre au Cameroun un demi-point de croissance économique chaque année, le pays devra investir 3700 milliards de francs Cfa dans le secteur de l'électricité au cours des 10 prochaines années, a révélé Joël Nana Kontchou le 26 juin 2015 à Douala. Le DG d'Eneo, entreprise concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, était invité à présenter les défis de l'accès à l'énergie électrique dans le pays, à l'ouverture des universités du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam).

Selon le DG d'Eneo, sur cette enveloppe globale, 2500 milliards de francs Cfa devront être investis dans la construction des infrastructures de production, « *pour un objectif de puissance installée de 3000 MW à l'horizon 2025* », contre un peu plus de 1200 MW actuellement. Le transport nécessite quant à lui des investissements de l'ordre de 700 milliards de francs Cfa. « *Ces sommes viendront s'ajouter aux 477 milliards d'Eneo* », tel que prévu dans le plan d'investissements décennal de cette entreprise contrôlée par le Fonds d'investissements britannique Actis, a souligné Joël Nana Kontchou.

Grâce à ces investissements, a-t-il poursuivi, à l'horizon 2025, le Cameroun pourra « *envisager un taux de desserte de l'ordre de 75%* (contre à peine 50% actuellement dans des zones urbaines et beaucoup moins en zones rurales, Ndlr), *avec une réduction de plus de 85% des interruptions de fourniture d'électricité* » ; et ainsi passer « *du détestable délestage à un statut d'exportateur d'électricité en Afrique centrale.* »

La société marocaine Platinum Power veut construire une centrale de 400 MW à Makay

Le gouvernement camerounais et la société marocaine Platinum Power ont conclu, le 1er juillet 2015 à Yaoundé, un accord-cadre pour le développement, le financement, la construction et l'exploitation du complexe hydroélectrique de Makay, ainsi que pour les infrastructures de transport d'électricité associées. L'accord a été signé par Omar Belmamoun, PDG de Platinum Power, et Basile Atangana Kouna, le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau.

La centrale hydroélectrique de Makay, localité située dans la région du Centre du Cameroun, dans le département du Nyong-Ekellé, sera dotée d'une capacité de production de 400 MW. Cette infrastructure énergétique, dont le coût n'a pas été révélé, sera mise en service à la fin de l'année 2020, selon les prévisions officielles.

Cette nouvelle centrale, qui permettra d'accroître de 30% les capacités installées du pays (1200 MW), produira « *plus de 1600 GWh/an, ce qui se traduirait par un accès à l'électricité en faveur d'une population supplémentaire de 6 millions de personnes* », à en croire Platinum Power.

Société de droit marocain majoritairement détenue par le Fonds d'investissements américain Brookstone Partners, basé à New-York, Platinum Power est présent au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Sénégal, avec, apprend-on, « *un pipeline de près de 1000 MW de projets hydroélectriques, éoliens et solaires.* »

Golar LNG, SNH et Perenco font des pas géants sur le projet de liquéfaction du gaz à Kribi

Golar LNG Ltd est parvenu, a-t-elle annoncé le 30 juin 2015, à un accord sur les clauses commerciales et les conditions de la mise en valeur de son projet d'exportation du gaz naturel liquéfié au Cameroun, suite au protocole scellé à cet effet en 2014 avec la société nationale des hydrocarbures (SNH) et Perenco Cameroun.
La finalisation des termes commerciaux et des conditions de développement du projet, situé dans l'offshore, est cependant assujettie à l'approbation du gouvernement du Cameroun, apprend-on. Cette approbation pourrait intervenir vers la fin du troisième trimestre 2015, a expliqué la compagnie listée sur Oslo Stock Exchange et le NASDAQ.
Pour rappel, le projet porte sur l'exploitation de 500 milliards pied-cubes de réserves de gaz naturel, sur le champ gazier de Kribi, dans la région du Sud du Cameroun, pour son exportation vers les marchés mondiaux via l'usine flottante en cours de construction au chantier naval de Keppel au Singapour. La production commencera au second trimestre 2017, selon les prévisions officielles.

Bowleven découvre un intervalle d'hydrocarbures avec le puits Zingana

Bowleven Plc, pétro-gazier britannique actif sur la licence d'exploration Bomono en onshore au Cameroun, a entrecoupé un réservoir d'hydrocarbures avec le puits Zingana dans cette zone de licence, située dans le bassin Douala au Cameroun. Ce premier puits d'exploration, foré dans la zone de licence à 20 km au Nord-Ouest de Douala, a atteint une profondeur totale de 1720 m.
Il a percé l'intervalle d'hydrocarbures dans des sédiments datant du Paléocène, a annoncé le 24 juillet 2015 la compagnie d'exploration du gaz et du pétrole basée à Edinburgh. « *Les résultats obtenus à ce jour sur le puits Zingana sont encourageants* », a commenté Kevin Hart, directeur exécutif de Bowleven, annonçant que l'évaluation des archives et des données obtenues lors du forage du puits sont en cours.
Suite à ce succès, le pétro-gazier coté à Londres a mobilisé, a-t-il dit, la rig de forage sur l'emplacement du deuxième puits, le puits Moambe, situé à plus de deux kilomètres à l'Est du premier puits Zingana, et dont le forage fait partie du programme actuel de Bowleven sur cette licence.

Victoria Oil & Gas accroît de 178% sa production de gaz au 2ème trimestre

Victoria Oil & Gas Plc, qui détient à 100% la compagnie Gaz du Cameroun S.A. (GDC), a terminé le 2ème trimestre 2015 sur un niveau de production moyen de gaz de 12,6 millions pieds cubes standard par jour, en augmentation de 178% par rapport au trimestre précédent. Cette performance a été dévoilée dans une mise à jour le 23 juillet 2015.
Le pétro-gazier coté à Londres a réalisé au cours du trimestre considéré un chiffre d'affaires de 9,8 millions $ (environ 4,9 milliards FCfa), précisant avoir vendu 1 120,09 millions pieds cubes standard de gaz et 13 445,1 barils de condensat, contre respectivement 404,51 millions pieds cubes standard de gaz et 6 345,2 barils de condensat au premier trimestre.

La subvention à la consommation du gaz domestique a coûté 28 milliards FCfa en 2014

La consommation du gaz domestique au Cameroun a cru de 14% en 2014, selon les statistiques que vient de révéler la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (Csph). Cette augmentation de la consommation nationale, souligne le régulateur du marché des produits pétroliers raffinés, a induit un « *soutien financier de 28,3 milliards de francs Cfa.* »
Cette somme, fait remarquer la Csph, représente « *67,63% des charges sur activités ordinaires de l'organisme.* » En effet, apprend-on, plus de 80% du gaz domestique consommé au Cameroun est importé, l'unique raffinerie camerounaise, la Sonara, préférant se consacrer à la production du super, du gasoil et du pétrole lampant.
Afin de réduire le volume sans cesse croissant de la subvention à la consommation du gaz domestique au Cameroun, le gouvernement a procédé mi-2014, à une révision à la hausse du prix de la bouteille de gaz de 12 Kg, qui est alors passé de 6000 à 6500 francs Cfa. Ce fut la première augmentation depuis 2006.

La société Flatbush Solar primée pour un projet de construction d'une centrale solaire au Cameroun

La société Flatbush Solar, basée aux Etats-Unis, vient d'être désignée lauréat d'un concours sur les énergies renouvelables, organisé par Access Infra Africa. Flatbush Solar a été plébiscité, a-t-on appris officiellement, grâce à la présentation d'un projet de construction d'une centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de production de 20 MW au Cameroun.
Ce lauréat partagera une somme de 5 millions de dollars (environ 2,5 milliards de francs Cfa) avec la société Quaint Solar Energy, l'autre lauréat de ce concours sur les énergies renouvelables, qui a présenté un projet de construction d'une centrale solaire de 50 MW au Nigeria. En plus de ce financement pour le développement de leurs projets, les deux lauréats bénéficieront d'un appui technique lors de la mise en œuvre de ces deux projets, qui étaient en compétition avec 53 autres projets provenant de 18 pays africains.

La SNV a permis de construire 164 bio-digesteurs pour la production du biogaz dans l'Adamaoua

Entre 2013 et 2015, la SNV, un organisme de la coopération néerlandaise, a construit 164 bio-digesteurs permettant aux ménages des zones rurales de la région de l'Adamaoua (dans la partie septentrionale du Cameroun) de produire du biogaz à partir de la bouse de vache. Ces investissements ont été réalisés dans le cadre du projet « Biogaz domestique au Cameroun », soutenu par le ministère de l'Energie et de l'Eau, a-t-on appris de sources officielles.
Ce projet arrivé à terme le 30 juin 2015 a permis de former 57 techniciens à l'utilisation des bio-digesteurs et a touché 30 000 personnes dans 200 villages de la région de l'Adamaoua. Les retombées positives de ce projet sont telles que, soutient Fidèle Yobo, représentante de SNV Cameroun, « *le gouvernement camerounais gagnerait beaucoup à prendre véritablement en compte la vulgarisation du biogaz dans sa politique des énergies vertes.* »

INDUSTRIE

Alucam lance un appel à investisseur pour la reprise des actifs de Rio Tinto Alcan

Le directeur général de la Compagnie camerounaise d'aluminium (Alucam), Alain Malong, a lancé le 1er juillet 2015, un appel international à manifestation d'intérêt (AMI) « *relatif au recrutement d'une banque d'affaires pour la reprise des actions anciennement détenues par Rio Tinto Alcan (RTA) au sein du capital social du groupe Alucam* (constitué des sociétés Alucam, Socatral et Alubassa, Ndlr) *au Cameroun.* »

Les soumissionnaires intéressés, « *disposant d'une expérience avérée dans les domaines juridique, technique, économique et financier, et justifiant d'une parfaite maîtrise de la filière aluminium ainsi que des marchés relatifs tant en Afrique qu'à l'international* », avaient jusqu'au 14 juillet 2015 pour faire parvenir leurs dossiers à la direction générale d'Alucam à Douala, la capitale économique du Cameroun.

Les besoins de Guinness Cameroon en matières premières locales atteindront 17 000 tonnes en 2018

Guinness Cameroon, la filiale locale de la firme agro-alimentaire britannique Diageo, qui a utilisé 2 700 tonnes de matières premières locales en 2014 pour la production de ses boissons, alcoolisées ou non (Guinness, Guinness Smooth, Malta Guinness, Satzenbrau, et Harp), verra ses besoins en produits locaux se décupler pour atteindre 17 000 tonnes en 2018, soit une hausse de plus de 600% par rapport aux besoins actuels.

Cette information révélée par Christian Pouth, Corporate Relations Director chez Diageo pour l'Afrique centrale et de l'Ouest, est une excellente nouvelle pour les producteurs de sorgho, de maïs et de manioc du pays, les principales matières premières locales usitées par Guinness au Cameroun. Dans la perspective de cette augmentation substantielle des besoins en produits locaux, révèle M. Pouth, « *des travaux d'implantation d'un cuiseur sont actuellement en cours au sein de notre usine, avec pour but de favoriser une utilisation plus importante des matières locales telles que le sorgho, le maïs et le manioc.* »

La société Camfood s'invite sur le marché camerounais des produits laitiers

Avec un capital initial de 50 millions de francs Cfa, la société Camfood SA dirigée par Elsahely Nesrallah, a été portée sur les fonts baptismaux à Douala au mois de mars 2015 pour se lancer sur le marché des produits laitiers au Cameroun, apprend-on dans une annonce légale. En dehors de la production, la commercialisation et la distribution des produits laitiers, Camfood va également développer des activités de production et de commercialisation de boissons gazeuses, de jus naturels et d'eaux minérales.

Le marché des produits laitiers au Cameroun semble de plus en plus attirer les investisseurs. Il y a quelques semaines, la société Simco signait avec l'Etat camerounais une convention lui permettant de bénéficier des avantages de la loi portant incitation à l'investissement privé au Cameroun. Cette entreprise ambitionne d'investir un milliard de francs Cfa pour monter une unité de production de produits alimentaires laitiers.

La chaîne des supermarchés Super U débarque au Cameroun

Le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a procédé le 30 juin 2015 à Douala, à l'inauguration du premier hypermarché de la chaîne française Super U, lancée par le groupe Mercure International que préside Adnan Houdrouge, également propriétaire des supermarchés Casino. Cet hypermarché, dont le montant de l'investissement n'a pas été dévoilé, est la consécration d'une ambition que nourrit le promoteur de la chaîne Super U depuis 2006, a-t-on appris.

Rappelant une prescription du chef de l'Etat camerounais, qui a récemment invité les Camerounais à consommer ce qu'ils produisent et à produire ce qu'ils consomment, le Ministre Mbarga Atangana a souhaité que « *le manioc de Ngoulémakong, le plantain de Njombé, l'igname de Mbe, la viande de bœuf de Ngaoundal, le poisson de Youpé, les crevettes de Kribi* » trouvent « *leur juste place dans les rayons, au même titre que les produits manufacturés issus de l'importation.* »

La firme japonaise Makita débarque sur le marché camerounais

Marteaux, perforateurs, burineurs, scies, visseuses, meuleuses, perceuses… tous ces produits de la firme japonaise Makita, le numéro un mondial dans la fabrication de produits électroportatifs, sont désormais commercialisés sur le territoire camerounais.

Leur importation au Cameroun est l'œuvre de Cfao Equipement, qui, apprend-on de bonnes sources, vient d'arracher un contrat d'exclusivité dans ce sens. Mais, pour mieux couvrir le marché locale, Cfao Equipement s'est attaché les services de revendeurs tels que Cambanis ou encore Cecotram.

Une usine de transformation des avocats en gestation dans la localité de Mbouda

Le gouvernement camerounais vient de lancer un appel à candidatures pour le recrutement d'un chef du projet de mise en place d'une usine d'extraction de l'huile d'avocat dans la localité de Mbouda, dans la région de l'Ouest du pays. Ce projet agro-industriel est implémenté dans le cadre du « *Sous-programme de réduction de la pauvreté à la base* », mis en œuvre par le ministère de l'Economie avec le concours du PNUD.

L'unité agro-industrielle en gestation, selon le ministère de l'Economie, permettra « *de développer l'économie locale et d'aider les populations de la localité de Mbouda à tirer de meilleurs profits des potentialités de leur localité* ». En effet, Mbouda est la capitale du département des Bamboutos, qui est le principal bassin de production des avocats au Cameroun, avec environ 120 000 tonnes chaque année, selon les statistiques du ministère de l'Agriculture.

Du fait du caractère périssable de ce fruit, environ 30% de la production des avocats dans les Bamboutos est souvent perdue post-récolte, fait-on remarquer à la délégation départementale de l'Agriculture. Dans ce service, l'on caresse déjà le rêve de voir ces pertes s'effacer grâce à l'implantation d'une unité de transformation, laquelle offrira ainsi aux producteurs un nouveau débouché situé à quelques encablures seulement des plantations.

MINES

La Chine à l'assaut des marchés des infrastructures du projet de fer de Mbalam-Nabeba

Le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, a rendu public le 13 juillet 2015, un arrêté portant sur les « *création, organisation et fonctionnement de la Commission spéciale ad hoc de sélection d'une entreprise chinoise pour la construction du chemin de fer et du terminal minéralier du projet Mbalam et de la mise en œuvre du plan de développement de la boucle minière du Dja.* »

Le texte du chef du gouvernement camerounais confirme ainsi la prise d'intérêt par la Chine dans le projet d'exploitation du gisement de fer de Mbalam-Nabeba, situé à cheval entre le Cameroun et le Congo. Il est développé par la junior minière australienne Sundance Resources, qui a pendant un temps pensé à accrocher la société chinoise Hanlong Group pour la conduite de ce projet minier d'un potentiel de production de 40 millions de tonnes de fer.

L'on se souvient que Sundance Resources avait déjà choisi la société portugaise Mota Engil pour la construction des 510 kilomètres de voie ferrée devant relier Mbalam au port en eau profonde de Kribi, où il est également prévu de construire un terminal minéralier. Mais, à l'issue d'un échec essuyé au terme d'une première prorogation du délai initial de mobilisation des ressources (l'expertise de Standard Bank avait été requise à cet effet) pour ces infrastructures, la junior minière australienne a annoncé, le 30 juin 2015, être parvenue à un accord avec le gouvernement camerounais, qui s'engage désormais à mobiliser lui-même lesdits financements.

Tout en indiquant qu'il se consacrera désormais uniquement à la recherche des fonds nécessaires pour la construction de la mine, Sundance précisait par ailleurs, dans son communiqué du 30 juin dernier, que les ressources financières à mobiliser par la partie camerounaise proviendront de la Chine, selon les assurances données au Premier ministre camerounais, qui a effectué une visite dans l'Empire du Milieu du 17 au 21 juin 2015.

Au total, ce sont environ 2000 milliards de francs Cfa de financements (entre 1000 et 1500 milliards FCfa pour le chemin de fer et environ 450 milliards FCfa pour le terminal minéralier) que l'Etat du Cameroun devrait obtenir, et qui seront ensuite empoché par l'entreprise chinoise à sélectionner par la Commission spéciale créée il y a quelques jours par le chef du gouvernement camerounais.

BRM

Le groupe Dangote annonce la construction d'une 2ème cimenterie au Cameroun

Avant la fin de cette année 2015, le groupe Dangote, contrôlé par le milliardaire nigérian Aliko Dangote, lancera dans la banlieue de Yaoundé, la capitale camerounaise, les travaux de construction de sa seconde cimenterie dans le pays, après celle de Douala, mise en service il y a quelques mois.

L'homme le plus riche d'Afrique a annoncé cette nouvelle au Premier ministre qui l'a reçu en audience le 2 juillet 2015 à Yaoundé. La 2ème cimenterie du groupe Dangote au Cameroun, dont les travaux de construction vont durer 20 mois, coûtera 88 milliards de francs Cfa, et devrait avoir la même capacité de production que l'usine de Douala (1,6 million de tonnes).

Leader du mois

Le Camerounais Ferdinand Mouko décroche le poste de Country Manager de Danone en Côte d'Ivoire

Ferdinand Mouko est appelé à diriger la plus grosse filiale du groupe Danone en Afrique sub-saharienne.

Depuis quelques mois, il préside aux destinées de la plus grosse filiale de ce groupe agro-alimentaire en Afrique sub-saharienne.

Danone, le leader mondial des produits laitiers frais vient de propulser le Camerounais Ferdinand Mouko au poste de Country Manager en Côte d'Ivoire, a révélé le Quotidien de l'Economie, un journal camerounais. Ce diplômé de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec) de l'Université de Douala est ainsi appelé à diriger la plus grosse filiale du groupe Danone en Afrique sub-saharienne.

Avant cette nomination, Ferdinand Mouko était le Country Manager de Danone au Cameroun, son pays, un poste qu'il occupait depuis 2010. Avant d'intégrer le groupe Danone, ce titulaire d'un MBA en business, management, marketing and related support services a travaillé pendant plus de 3 ans comme Brand Manager de la marque Nescafé à la direction de Nescafé pour l'Afrique centrale et de l'Ouest.

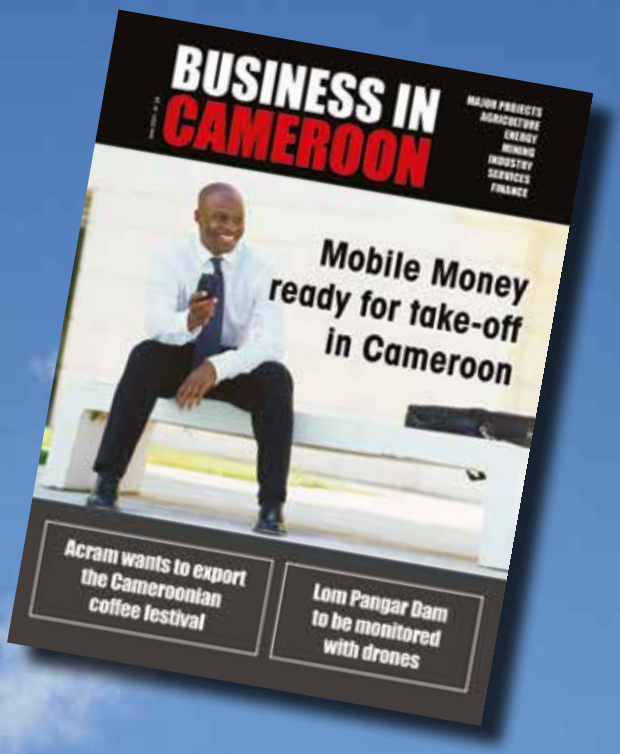
Entre 2008 et 2010, il a officié comme directeur des ventes expert tropical cluster chez Nestlé Cameroun, avant d'être propulsé au poste de Country Manager de la filiale locale du géant mondial des produits laitiers frais. À Abidjan, la capitale ivoirienne, Ferdinand Mouko retrouvera son compatriote Freddy Tchala, qui vient de prendre la direction générale de la filiale de MTN, le leader du marché des télécoms au pays des Eléphants.

Entreprise agro-alimentaire de renommée mondiale, Danone, numéro 2 mondial de la nutrition infantile et des eaux, est présent dans 140 pays et revendique un chiffre d'affaires d'environ 21 milliards d'euros (près de 14 000 milliards FCfa). L'activité du groupe, qui emploie environ 100 000 personnes dans le monde, touche 900 millions de consommateurs. Cette multinationale est née de la fusion entre BSN et Gervais Danone en décembre 1972.

BRM

Danone est présent dans 140 pays et revendique un chiffre d'affaires d'environ 21 milliards d'euros.

Participez à l'édification du Cameroun de demain



Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Genève et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

A STAR ALLIANCE MEMBER

VOYAGEZ AVEC STYLE.

BUSINESS

Ressourcez-vous dans un lit entièrement plat de 2 mètres, savourez la cuisine d'un chef étoilé et regardez vos stars préférées sur votre écran tactile 15.3".

brusselsairlines.com
ou votre agence de voyages.

WE GO THE EXTRA SMILE.

brussels airlines